

26 septembre 1982 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à Sud- Radio, Paris, Palais de l'Élysée, dimanche 26 septembre 1982.

QUESTION.- Monsieur le Président, tout d'abord merci de nous accorder cet entretien à la veille de votre voyage en Midi-Pyrénées. C'est la première fois qu'un Président de la République accepte de nous recevoir dans son bureau au Palais de l'Élysée et nous sommes sensibles à ce geste. Mais c'est surtout bien sûr un événement pour notre région car depuis votre arrivée au pouvoir le 25 mai 1981, vous n'avez fait que deux voyages en province. L'un en Lorraine, l'autre dans le Limousin.

- LE PRESIDENT.- Plus exactement, j'ai fait deux voyages officiels de caractère régional. Mais je suis allé dans de très nombreux départements. Pour une manifestation déterminée, pour une visite utile, pour m'informer. De ce fait, si l'on peut dire que je me suis rendu d'abord en Lorraine, puis en Limousin, dans-le-cadre de la région, c'est-à-dire avec les visites systématiques de tous les départements de la région, avec réception des maires des villes importantes, avec contact surtout avec le conseil régional, en vérité, je me suis rendu souvent en France au-cours de ces quinze derniers mois.

- QUESTION.- Mais alors cette visite aujourd'hui donc dans cette région de Midi-Pyrénées, quel sens vous lui attribuez. Donc, une visite régionale d'abord je crois ?

- LE PRESIDENT.- Oui, c'est cela. C'est le côté un peu systématique sur lequel j'insiste. Je veux prendre contact avec tous les représentants d'une région donnée pour qu'ils m'apportent une information plus complète que celle que je pourrais avoir par les dossiers ou par les hauts fonctionnaires représentant l'Etat. Ils m'apportent le témoignage de la vie, ou même les intérêts parfois contradictoires des différentes couches socio-professionnelles. Ils se montrent très utiles. Et en plus c'est pour moi, d'une certaine façon, comment dirais-je, agréable, même si les voyages peuvent être rapides, un peu surchargés. Ca m'est très agréable de sentir vivre le pays et de retrouver aussi sa géographie que j'aime tant, que j'ai toujours aimée.\

QUESTION.- On dit justement que notre région Midi-Pyrénées est un petit peu à l'image de la France. Une France peut-être à une échelle réduite car elle est très diverse dans ses richesses, dans son histoire, dans ses secteurs d'activité qui marchent, ceux hélas qui aussi marchent moins bien. C'est un petit peu cette division d'une France à une échelle réduite que vous espérez trouver ?

- LE PRESIDENT.- Eh bien non. La France c'est la France et aucune ne peut prétendre véritablement la représenter. Mais vraiment, cette région a, la vôtre, des caractères, qui dans leur diversité, dans leur force et dans leur unité, représentent beaucoup pour moi. On s'influence beaucoup pour le pays tout entier, pour l'histoire de notre pays. Vous imaginez l'apport de la puissance de cette région à l'histoire de la France tout en gardant, et il faut en préserver la culture et le souvenir et faire entrer ce souvenir dans la vie de chaque jour et dans la préparation de l'avenir. Tout ce qu'a pu apporter cette région autour de Toulouse, c'est considérable. Moi j'y attache beaucoup d'importance personnelle. Je connais chacun de ses départements que j'ai visités à-titre politique, parfois aussi à-titre privé et j'ai toujours eu une dilection particulière pour cette forme de culture, de langage, de moeurs, pour le tempérament de ces populations et je le répète c'est pour moi une occasion que je crois importante pour la responsabilité de mon mandat, dans les circonstances présentes qui sont difficiles, et c'est l'occasion d'approcher mieux des responsables de cette région.\

responsables de cette région.\

QUESTION.- On dit aussi monsieur le Président que cette région a souffert d'un certain oubli de la part du pouvoir. Les raisons sont multiples, historique, politique, géographique. En fait, le moment n'est pas venu de les détailler. Mais il en reste une certaine méfiance vis-à-vis de tout ce qui vient de Paris. Pensez-vous aujourd'hui que les choses peuvent changer ?

- LE PRESIDENT.- On a un peu raison d'être méfiant. La France est un pays qui a été tellement centralisé autour de la capitale nationale que les mérites sont grands. Mais en effet, regardez les configurations de tous nos moyens de communication et naturellement les grandes métropoles, et vous êtes dotés là-bas d'une grande métropole `Toulouse`, je le disais à l'instant, par sa démographie, par son activité industrielle, commerciale, par simplement les productions agricoles qui l'entourent mais aussi par l'apport original que représente sur-le-plan de la culture et de la langue, sur toutes ces résonnances qui sont intérieures et qui évoquent tant de choses pour les habitants de ce pays. C'est tellement important que l'on comprend bien qu'on se soit irrité que cette centralisation finissait par ignorer les métropoles provinciales. Surtout celle-là, qui a un caractère très particulier, très fort. On a pour le moins raison d'être méfiant. Moi, qu'est-ce que je fais, je m'efforce d'équilibrer la France, d'où la réforme de décentralisation qui se produit à l'avantage des collectivités locales, des établissements publics régionaux, qui cherche à donner vie, responsabilité et tout ce qu'il est possible d'autonomie de décision aux élus locaux. Donc en prise directe avec la population. C'est ce que j'ai essayé de faire, c'est ce que j'ai commencé de faire avec le gouvernement et c'est ce que je voudrais parachever. Et pour cela, il faut que cela rentre dans les moeurs, dans les usages, dans les habitudes. Il faudra du temps.\

QUESTION.- Justement l'expression "vivre au pays" est un petit peu née dans notre région et pour désenclaver cette région il y a eu trois ans un plan `Plan du grand Sud-Ouest` qui a été mis en-place qui cherchait justement à permettre à cette région de sortir de ce retard qu'elle avait peut-être accumulé au fil des années. Est-ce qu'aujourd'hui ce plan qui portait sur dix ans normalement existe toujours. Est-ce qu'il vous semble qu'il faut le revoir ou il faut aujourd'hui vraiment proposer autre chose ?

- LE PRESIDENT.- La notion de plan pour cette région est une bonne notion. Elle était un peu paradoxale avant ce mois de mai 1981 parce que il n'y avait pas de véritable plan pour la France donc il ne pouvait pas y avoir non plus de véritable plan pour les différentes parties de la France. C'était un projet, enfin représenté comme un projet essentiel, c'était un projet abandonné. En fin de -compte c'était un peu une greffe artificielle par-rapport à l'idée que je me fais, que le gouvernement se fait du plan, de la planification, de la mobilisation des intelligences, des compétences, des volontés, des intérêts. Et nous sommes beaucoup plus en mesure aujourd'hui de réaliser, plutôt que ce n'était le cas naguère. Et puis, par-rapport à l'aspect particulier du plan régional dont vous me parlez, je crois qu'il faut en retenir un certain nombre de lignes, il faut en retenir tout de même l'intention, mais il faut en changer beaucoup de données quant au contenu, tenter de l'améliorer, et puis surtout, ne pas se contenter d'annoncer les choses. Il faut mettre en oeuvre.\

QUESTION.- Ces trois régions qui composent le Sud-Ouest, monsieur le Président, est-ce qu'elles doivent travailler en commun, coopérer sur le terrain, agir individuellement ou se concerter selon vous ?

- LE PRESIDENT.- Moi je crois très fortement, je viens de vous le dire, à la décentralisation, au maximum à la prise de décision, lorsque c'est possible et raisonnable et au niveau même où l'on vit et où l'on travaille, mais cela ne peut trouver un véritable prolongement que s'il y a coordination et concertation d'abord entre les voisins, selon la -nature de la géographie et des courants économiques qui se sont constitués à travers le temps et puis aussi dans le grand corps national. Ce qui veut dire qu'il convient de mettre l'accent sur les divergences entre l'ensemble de la nation et telle ou telle partie et il faut travailler à coordonner et à unir l'ensemble, c'est d'ailleurs ma fonction essentielle : approfondir les causes de l'unité nationale. Seulement cette unité elle est souvent comprise d'une façon un peu arbitraire, un peu imposée, une sorte d'a priori. Il faut qu'elle soit vécue. Et pour qu'elle soit vécue, il faut que chaque partie de la France, que chaque région de la France se sente à l'aise et se sente pleinement affirmée elle-même,

qu'elle ne soit pas strictement dépendante des décisions qui ne la concernent pas.\

QUESTION.- Justement on parlait de voisins, nous avons un voisin important, c'est l'Espagne et l'Espagne qui frappe à la porte de la Communauté `CEE`, alors, pour certains c'est considéré comme une chance supplémentaire de relancer justement cette région. Les industriels y sont assez favorables à l'entrée de l'Espagne dans la Communauté, les agriculteurs beaucoup moins et parfois le font savoir d'une manière, disons assez violente. Alors je voudrais savoir si vous avez maintenant une position très affermie là-dessus et si vous pensez que l'Espagne est une chance vraiment pour la région.

- LE PRESIDENT.- Ma position ne date pas d'aujourd'hui pour ne pas dire maintenant. C'est une position déterminée. Je l'ai depuis le temps où j'ai commencé d'étudier cette affaire. J'ai cent fois dit que politiquement, dans le bon sens du terme, l'Espagne était européenne autant que nous le sommes, et que dans le hasard du découpage de l'Europe au lendemain de la dernière guerre mondiale, c'est presque une anomalie que l'Espagne n'ait pas été d'emblée admise. Mais alors il y avait des raisons politiques fort importantes. Mais d'abord la -nature du régime qui prévalut dans ce pays `franquisme`. L'Europe doit être une union de pays démocratiques. Elle ne doit pas être simplement une Europe marchande. Ca ne s'est pas fait à l'époque. Aujourd'hui, en-raison des situations, des différentes catégories professionnelles, des différences très sensibles sur-le-plan de la législation sociale, de la législation fiscale, sur les modes de production, sur les prix de revient, il faut que l'entrée de l'Espagne, politiquement, il va de soi, dans la Communauté puisse être économiquement supportable. Il serait anormal que l'entrée d'un nouveau pays, d'abord complique plus encore les chances d'union souvent compromises des pays qui se trouvent déjà dans la Communauté et il ne serait pas acceptable qu'un pays comme la France, pour prendre cet exemple puisse souffrir dramatiquement dans ses propres équilibres par le fait que l'Espagne entrerait dans la Communauté des dix. Mais tout cela est à la mesure d'un examen sérieux. Combien de points sur lesquels l'entrée de l'Espagne dans des conditions présentes exigent des conditions précises, non pas des conditions péremptoires. Il faut discuter de tout. Que cela demande du temps, tout d'abord pour la décision, et si la décision ne s'attarde pas à travers les années, ce qui peut être souhaitable, parce qu'elle fait partie de ce concert que l'application épouse les réalités et que les producteurs français surtout certains producteurs agricoles, il faut penser à certaines industries malgré tout, il faut penser aussi aux pêcheurs, que tout cela soit harmonisé de telle sorte que ce soit un progrès pour l'Europe. C'est ce dont il faut discuter, ce dont il faut que l'Espagne et la France discutent, ce dont il faut que les responsables de l'Europe discutent.\

` Suite réponse sur l'entrée de l'Espagne dans la CEE `

- J'ai d'ailleurs soumis récemment un rapport à l'intention de mes partenaires, un rapport que j'ai adressé à M. le président de la Commission européenne pour faire valoir que je n'avais pas d'objection de principe, mais que j'avais un certain nombre de réserves pratiques. Il faudrait d'ailleurs répondre à ces réserves pratiques, parce que je ne pourrais pas naturellement consentir à ce que l'équilibre économique de la France soit bouleversé et je veux simplement que l'apport de l'Espagne, qui sur certains -plans sera très utile, c'est un grand pays, qui est sûrement intéressant, qui représente une puissance souvent plus importante qu'on ne le croit. C'est un pays qui concurrence directement certaines de nos productions agricoles, c'est d'ailleurs un pays qui se trouve au dixième rang dans la puissance industrielle mondiale. C'est donc une grosse affaire. J'ai été le dire et ils observent la France avec une certaine réticence, ce qui est quand même regrettable. Moi j'y suis venu, j'y suis allé avec amitié. J'ai trouvé d'ailleurs des partenaires souvent compréhensifs. J'ai traité le dossier, j'espère comme il le fallait, avec franchise, parfois même avec brutalité, mais sans excès. Je veux bien entendu que nos producteurs agricoles, je veux que nos pêcheurs, je veux que certaines industries soient défendues dans la situation d'une concurrence déloyale. C'est tout. A-partir du moment où ces problèmes seraient résolus, il va de soi que l'Espagne a sa place dans l'Europe politique et économique `CEE`. \

QUESTION.- Monsieur le Président, c'est souvent l'espoir qui manque dans la région. Midi-Pyrénées est une région de polyculture, d'élevage et qui affronte divers problèmes, le peu de

rentabilité de l'élevage, le climat capricieux, la sécheresse certaines années, la concurrence vous le disiez tout à l'heure avec l'Espagne, et puis aussi un exode rural. Alors que dire à l'agriculture face à cette crise, cette crise naissante ?

- LE PRESIDENT.- Tout est dur et difficile quand on se trouve au creux de l'une des plus grande crises économiques mondiales qu'on ait connue depuis longtemps. Tout est dur et difficile. Tout sera acquis par l'effort, je l'espère par la cohésion enfin reconquise à l'intérieur de notre pays, par la mobilisation de ses forces, de sa jeunesse. J'y travaille. Mais vous avez insisté là sur l'agriculture. Elle a ses points forts, elle a ses points faibles. Essayons de donner plus de poids à ces points forts et essayons de corriger ces points faibles. De ce point de vue, y compris pour votre région, les progrès dus à la politique pratiquée depuis plus d'un an sont réels. Les résultats de notre agriculture seront les meilleurs que l'on ait connu depuis dix ans, avec je le répète, des points faibles. Je me préoccupe de la situation des producteurs, des producteurs de porcs, des producteurs de moutons et quelques autres encore, qui se trouvent en situation déficitaire dans le développement de la communauté agricole. Je constate que nous nous trouvons en bonne situation, pas toujours égale, bien entendu sur-le-plan des céréales. J'observe que bon nombre de producteurs de viande se trouvent à l'heure actuelle en position de très net progrès, dans leur pouvoir d'achat et j'observe qu'il nous faut parachever une certaine politique sur-le-plan du lait. J'observe qu'en plus il y a des problèmes humains. C'est ce que nous allons faire, les problèmes humains et les problèmes économiques, au travers des différents offices.\

` Suite réponse sur les problèmes agricoles de la région Midi-Pyrénées `

- Il y aura des offices par-rapport à des produits complètement délaissés par la Communauté `CEE`. Il n'est quand même pas normal que la viticulture ait été à ce point abandonnée. C'est ce gouvernement qui a obtenu à Bruxelles les plus intéressantes dispositions, qui, afin de permettre par le moyen de la distillation notamment, l'équilibre des prix correspondant aux efforts des producteurs. L'agriculture française est vraiment très défendue par le gouvernement. On a obtenu sur les prix des résultats, je dirais presque, inespérés, qui ont été dus à l'énergie et à la ténacité et à la présence des représentants de la France et notamment de Mme le ministre de l'agriculture `Edith Cresson`. Tout cela quand même se répercute aussi dans votre région. C'est sensible. Tout n'est pas (...) Il y a des productions particulières et fort importantes, comme celle de l'armagnac `alcool` sur lesquelles nous veillons et c'est vrai que certaines dispositions déjà anciennes favorisant des alcools étrangers nous ont souvent mis dans des situations très difficiles. Mais tout cela n'est pas commode et j'aperçois bien les points sur lesquels la petite, quelquefois la moyenne exploitation familiale agricole souffre, souffre du départ de ses fils, de ses filles, souffre du manque d'espoir que vous avez soulevé, souffre d'un manque de dynamisme, souffre souvent d'un manque de compréhension quand même encore de bien des administrations. C'est lourd, c'est lent, c'est souvent tracassier. Ca c'est l'héritage. Il faut arriver à débarrasser la France d'un manteau bureaucratique qui pèse lourd et comme nous avons quand même de bons fonctionnaires, on va essayer d'y mettre un bon esprit de compréhension et tout cela doit continuer d'aller vers vers le progrès. On n'est pas exagérément optimiste. Je le constate et je livre aux honnêtes gens qui m'entendent une réflexion sur ce que je viens de dire. Est-il ou n'est-il pas exact que 1982 et le début de 1983 seront le meilleur moment en moyenne, -compte non tenu des situations déficitaires qui existent aussi en moyenne, la meilleure année, le meilleur effort de France, disons ce meilleur succès politique puisque l'agriculture ne se fait pas qu'à Paris et ne se fait pas qu'à Toulouse, ne se fait pas qu'à Auch ou à Cahors. Elle se fait à Bruxelles. Elle est aussi le résultat d'une diplomatie. On s'est battu et on s'est bien battu. Et si l'espérance manque c'est aussi parce que on a trop négligé certains éléments qui s'appellent la formation de l'agriculteur, leur information économique, certaines formes d'organisation, qui dans le respect scrupuleux des libertés individuelles, en laissant toujours les professionnels majoritaires et donc maîtres des choix des organismes déjà créés ou à créer, qu'il n'y ait jamais de fonctionnarisation des institutions nouvelles, que ce soit les professionnels qui majoritairement fassent entendre leur voix. Que ce soit par une présence commune de toutes les compétences, que l'on arrive à pousser notre agriculture vers un progrès supplémentaire. Tout cela pourrait être inépuisable. Par exemple, quand on pense au drame de l'industrie alimentaire que nous avons recueillie en 1981

exemple, quand je pense au drame de l'industrie alimentaire que nous avons recueillie en 1901, la France non compétitive, une industrie qui devait être surpuissante. Alors je me dis, décidément, le bas était bien déchiré. Pour arriver à remailler tout cela il faut de la ténacité. Il y a des Français, qui ont un peu de peine à comprendre, sont impatientes, sont agacés, de voir que tout n'est pas fait, comme cela aussi vite qu'il le faudrait. Sachons en tout cas que je passe mon temps à cela. C'est d'ailleurs mon devoir.\

QUESTION.- Monsieur le président, pour terminer, je voudrais qu'on revienne un instant sur votre attachement à la région, attachement personnel, vous nous en avez parlé tout à l'heure. Moi je pense un peu à l'attachement politique. C'est toujours à Toulouse que vous avez terminé vos grandes campagnes politiques.

- LE PRESIDENT.- Toulouse, j'ai dit tout à l'heure que c'est une grande capitale et c'est toujours une grande capitale, toujours dans le bon sens du terme. Elle était d'autant considérée comme une capitale de la République, elle a d'ailleurs produit par ses élites. Elle a produit vraiment des cas multiples que l'on voit depuis le début de la République jusqu'à aujourd'hui qui ont inspiré Toulouse et la région ou ce que l'on appelle la région "Midi-Pyrénées". Après tout depuis Gambetta en passant par les Sarrault et combien d'autres illustres hommes politiques. On me pardonnera si j'évoque Jaurès. On me pardonnera je pense si j'évoque la grande lignée des démocrates, des socialistes qui ont illustré, non pas seulement car ils sont de Toulouse, mais illustré la France. Cela c'est vraiment la République, dans ses richesses, ses diversités, sa puissance, le charme de son verbe. Toutes les qualités qui sont celles de la région on les retrouve là. Que personnellement j'y ai ajouté quelque chose, on le comprendra, je trouve que c'est un très beau pays. Je suis sensible aux formes culturelles qu'il exprime. Bon, alors j'y ai beaucoup poussé mes promenades, en tant qu'homme privé et de ce fait il y a bien des chemins que j'aimerais parcourir à nouveau. Seulement il ne faut pas se faire d'illusions, ce n'est pas un voyage officiel qui me le permettra.\